



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction générale du Trésor



LETTRE ÉCONOMIQUE POUR LE

MEXIQUE, L'AMÉRIQUE CENTRALE ET LES CARAIBES

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL DE MEXICO

SE DE GUATEMALA, PANAMA, ST. DOMINGUE ET LA HAVANE

N° 26 – Juin 2021

SOMMAIRE

1. Thème mensuel : la situation des IDE (p.1)
2. Transferts de fonds des migrants : un phénomène qui prend de l'ampleur d'année en année (p.6)
3. L'agriculture au Panama : un secteur marginal (p.12)
4. Les banques commerciales du CA-4 face à la pandémie (p.13)
5. Cuba : Stratégie d'expansion du secteur privé (p.18)
6. La Semaine de France aura lieu à Saint-Domingue du 17 au 19 novembre 2021 (p.19)
7. Focus statistique (p.22)

Zoom sur la situation des Investissements Directs à l'étranger

Les investissements directs à l'étranger (IDE) sont les mouvements de capitaux réalisés par une entreprise en direction d'une entreprise étrangère. Ces investissements peuvent avoir pour objectif la prise de contrôle de la gestion d'une société aussi bien que la création ou le développement d'une filiale basée à l'international ou encore la fusion. Ils sont principalement guidés par la volonté de réduire les coûts de production (main-d'œuvre moins chère, fiscalité plus avantageuse, proximité de certaines matières premières...) ou de s'implanter et se développer sur un nouveau marché.

En Amérique latine, la pandémie a particulièrement affecté les IDE, qui ont été divisés par deux en 2020, et plus particulièrement ceux concentrés dans les secteurs des matières premières, du tourisme ou encore des transports. En effet, les économies de la région ont été fortement touchées par le ralentissement de la demande mondiale, en particulier chez leurs principaux partenaires commerciaux, notamment la Chine et les États-Unis. Le secteur manufacturier, l'automobile et le textile, industries importantes dans la région, ont subi des chocs tant au niveau de l'offre que de la demande, conduisant à une baisse des IDE également. Les économies des Caraïbes ont été particulièrement touchées par l'arrêt des investissements dans le secteur des voyages et des loisirs.

1. Mexique

Au cours de la dernière décennie les flux d'IDE nets sont restés stables au Mexique, entre 2 et 3,5% du PIB en moyenne. La libéralisation des secteurs de l'énergie et des télécommunications depuis 2014 avait attiré les investissements étrangers : en 2018, les secteurs de l'électricité, de gaz et d'eau ont représenté 13,5 % du total des flux d'IDE. Toutefois, la contraction économique mondiale engendrée par le COVID-19 a affecté fortement les flux d'IDE qui se sont contractés de 11,7% g.a. en 2020 pour atteindre 29,1 Mds USD. Toutefois, depuis quelques mois, le Mexique profite de la reprise de l'économie mondiale, qui se décline également dans les IDE. Aussi, l'attraction des IDE au premier trimestre 2021 s'est élevée à 11,9 Mds USD, soit son niveau le plus élevé depuis le premier trimestre 1999, en hausse de 14,8% g.a.. Le traité de libre-échange entre le Mexique, les États-Unis et le Canada (T-MEC) aurait notamment contribué à ces résultats positifs. Par ailleurs, la reconfiguration des chaînes de valeurs pourrait bénéficier au Mexique au détriment des pays asiatiques et notamment de la Chine.

Au premier trimestre 2021, 59,2 % des IDE provenaient du réinvestissement des bénéfices, 18,6 % de nouveaux investissements et 22,2 % de comptes interentreprises. Par secteur, l'industrie manufacturière a accaparé 46,6 % des IDE ; les services financiers et d'assurance 14,6 % ; l'exploitation minière 13,9% ; le commerce 11,5% ; l'énergie 3,4% ; et les autres secteurs 6,8%. Le premier pays d'origine des IDE à destination du Mexique sont les États-Unis avec une part de 42,5 % des IDE totaux (notamment dans le secteur de l'automobile), suivis par l'Espagne (12,1% - surtout dans les secteurs bancaire et financier), le Luxembourg (8,2%), le Royaume-Uni (5,5%), et le Canada (4,8%).

Les investissements étrangers sont principalement concentrés dans les villes frontalières avec les États-Unis (où se trouvent de nombreuses usines d'assemblage), ainsi que dans la capitale. En raison du poids du secteur touristique dans la péninsule du Yucatan, les États péninsulaires reçoivent également des montants importants d'IDE. Le sud-est du pays est la région qui a reçu le moins d'IDE au cours du premier trimestre de 2021. Elle a reçu 1,2 Mds USD au T1 2021, captant ainsi 10% des IDE totaux entrés dans le pays sur la période. Le nord du pays, a quant à lui, capté 36,7% des IDE tandis que la région centrale et la région occidentale ont capté respectivement 25,9% et 27,4% des IDE.

Toutefois, les récentes réformes mises en place par le gouvernement d'Andrés Manuel López Obrador (AMLO) pourrait affecter négativement les IDE : la réforme du secteur de l'électricité, ainsi que celle de la loi sur les hydrocarbures font actuellement débats en raison des limitations à la concurrence économique qu'elles engendrent en favorisant les entreprises publiques CFE et PEMEX pour la provision d'électricité et de carburant respectivement.

2. Les économies du CA-4

Au Guatemala, les IDE entrants ont atteint 900 MUSD en 2020, en recul de 10% g.a. La bonne résistance macroéconomique du pays (recul du PIB limité à 1,5%), les tensions commerciales Chine / États-Unis ainsi que les perspectives de réformes économiques (notamment s'agissant du climat des affaires) devraient selon les autorités aboutir à un fort rebond en 2021, avec une perspective d'IDE entrants à 1.200 MUSD selon le Ministère de l'Économie. Le pays compte attirer des investissements notamment dans les secteurs de la pharmacie et des matériels médicaux, de l'électronique et des centres d'appel, avec l'objectif de créer 30.000 nouveaux emplois.

Au Salvador, le stock d'IDE (pas d'information sur l'ensemble de l'année s'agissant des flux) atteignait 10,04 Mds USD fin 2020, en hausse de 55 MUSD sur l'année. Cette hausse modeste a notamment été portée par 1,4 Md USD d'investissement dans le secteur des télécommunications (développement des infrastructures face à une demande accrue liée au télétravail et au téléenseignement). Les perspectives pour 2021 restent cependant prudentes, dans l'attente d'un éclaircissement sur la situation des hautes juridictions du pays (*voir brèves des semaines précédentes*) ainsi que des négociations en cours avec le FMI.

Au Honduras, les IDE entrants se sont élevés à 419 MUSD l'année passée (-16% g.a) et concernent aux trois quarts des bénéfices réinvestis. Les flux nets positifs ont cependant été largement portés par le secteur des services, l'industrie manufacturière ayant enregistré des sorties nettes de capitaux à hauteur de 165 MUSD. Les IDE entrants en 2020 émanaient à 59% des Etats-Unis, devant la Colombie (37%) et le Guatemala (17%).

Au Nicaragua, le très fort recul des entrées d'IDE (-40,4%, à 482 MUSD) ne s'explique que pour partie par la pandémie, mais bien plus par les réformes législatives adoptées par l'assemblée sandiniste, contraignant fortement l'activité des entreprises étrangères (loi sur les agents étrangers notamment). La baisse en glissement annuel enregistrée au 1er semestre 2020 (*i.e.* avant l'adoption de ces dispositions) n'était ainsi que de 25%.

3. Panama

Le Panama, centre financier régional de première importance, se place en 5e position des pays récepteurs d'IDE en Amérique Latine derrière le Brésil, le Mexique, l'Argentine et la Colombie, et se présente comme le premier récepteur d'IDE au sein de la région Amérique Centrale.

Après une baisse significative du flux d'IDE entrants suite à l'affaire des « Panama Papers », le Panama a réussi en 2018 à enregistrer une nouvelle hausse des flux IDE de +26% (5,3 Mds USD). Néanmoins, la crise du coronavirus a lourdement touché les investissements étrangers, si bien que le flux d'IDE entrants au Panama a chuté de près de 44% entre 2019 et 2020, pour atteindre 1,9 Mds USD.

De manière générale, le commerce de gros et de détail, les activités financières et d'assurance, ainsi que l'industrie minière, sont les trois secteurs les plus attractifs pour les IDE entrants au Panama. La position de plateforme régionale du Panama, son économie dollarisée, son système d'imposition attractif (avantages fiscaux nombreux pour les multinationales, zones franches, ...) ainsi que la spécialisation de son économie dans les secteurs maritime et bancaire, sont autant d'atouts qui intéressent les investisseurs étrangers. Les principaux investisseurs au Panama sont le Canada (37% des IDE entrants), la Colombie (25%) et les Pays-Bas, principal investisseur européen (10%), au titre également de canal d'IDE en provenance d'autres pays européens.

Le Panama présente néanmoins quelques faiblesses en termes d'attractivité. Le niveau élevé de corruption, notamment au sein même du secteur public, ainsi que la lenteur du système judiciaire panaméen peuvent décourager certains investisseurs.

Le Gouvernement panaméen, conscient de la place importante des IDE dans la croissance économique, mène des politiques publiques d'attractivité visant à encourager les investissements étrangers sur son territoire. Le Panama dispose par exemple de régimes spécifiques d'exemption d'impôts bénéficiant aux entreprises multinationales qui ouvrent leur siège social sur le territoire

panaméen et aux entreprises multinationales prestataires de services manufacturiers. Par ailleurs, la crise du coronavirus a incité le Gouvernement à mettre en place de nouvelles politiques incitatives. Le programme « Résidence permanente pour les investisseurs qualifiés » mis en place en octobre 2020 par le Ministère de l'Intérieur panaméen a pour objectif d'attirer les investisseurs étrangers et de dynamiser des secteurs économiques clefs tels que l'immobilier et la construction. Le Panama a par ailleurs prolongé jusqu'en 2025 les incitations fiscales relatives à l'industrie du tourisme. Est également en cours de discussion à l'Assemblée Nationale, un projet de loi relatif à la modernisation du régime juridique et fiscal de la Zone Franche de Colón, projet qui permettrait de simplifier les procédures pour les multinationales qui souhaitent opérer dans la zone franche.

4. Costa Rica

Le Costa Rica connaît un flux d'IDE entrants assez faible. En 2018, alors que les IDE ont augmenté de 13% au sein de la région, le Costa Rica enregistre une baisse de 3,2% des IDE. Néanmoins, au sein de la région Amérique Centrale, le Costa Rica reste après le Panama, le 2^{ème} pays récepteur d'IDE.

La crise du coronavirus a toutefois influé négativement sur le flux d'IDE entrants au Costa Rica, celui-ci ayant connu une baisse significative de 48% entre 2019 et 2020, s'établissant à 1,3 Md USD. Le secteur du tourisme a été l'un des secteurs économiques les plus affectés par cette chute des IDE entrants.

De manière générale, les équipements médicaux de haute technologie et les infrastructures sont les deux secteurs les plus attractifs pour les IDE au Costa Rica. Au cœur des Caraïbes, le Costa Rica dispose d'une position géographique privilégiée et d'une main d'œuvre qualifiée qui intéressent les investisseurs étrangers. Son intégration comme 38^{ème} membre de l'OCDE participe à accroître son intégration commerciale avec les principaux marchés occidentaux, et financière compte tenu des critères d'investissements OCDE de nombreux fonds. Les principaux investisseurs au Costa Rica sont les Etats-Unis, le Panama et le Mexique. De plus, on notera que les investissements colombiens et chinois sont en croissance constante.

Le Costa Rica présente toutefois quelques faiblesses en termes d'attractivité, ce qui peut amener à décourager certains investisseurs. Le coût élevé de l'énergie, la bureaucratie de l'administration publique, la faible protection des investisseurs ainsi que l'insécurité juridique due à la difficile exécution des contrats, sont autant de facteurs qui influent négativement sur le flux des IDE entrants. A cela s'ajoute la crise des finances publiques que connaît actuellement le Costa Rica, et qui participe à une dégradation du risque pays.

Le Gouvernement costaricien ne manque pas pour autant de mettre en œuvre plusieurs programmes d'incitation à l'investissement. La mise en place de zones franches sur le territoire, l'instauration d'un régime juridique de perfectionnement actif¹ favorisant les investissements dans le secteur manufacturier notamment ainsi que le régime d'incitations fiscales relatif au secteur du tourisme sont autant de politiques publiques d'attractivité favorisant les investissements étrangers au Costa Rica. Par ailleurs, la politique environnementale responsable du Gouvernement participe à l'essor de l'éco-tourisme comme nouveau marché porteur au Costa Rica.

1 régime juridique qui permet à des fabricants de transformer des matières premières ou des produits semi-finis importés à l'intérieur du Costa Rica, en vue de les réexporter, sans devoir acquitter de droits de douanes.

5. République dominicaine

En 2019, la République dominicaine a été le premier pays de destination des IDE dans les Caraïbes. Selon la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC), elle a capté 47% des investissements réalisés dans la région. Selon la Banque Centrale de République Dominicaine (BCRD), en 2020 les flux d'IDE nets ont atteint 2,6 Mds USD, en diminution de 15,4% ou de 466,7 M USD par rapport à l'année 2019, en raison du fort impact de la pandémie sur le tourisme.

Le tourisme est toujours le secteur qui suscite le plus d'intérêt de la part des investisseurs étrangers. En 2020, il a représenté 36,9 % des entrées d'IDE. Hors tourisme, les principaux secteurs dans lesquels se concentrent les IDE sont : l'immobilier (17,5%), le commerce et l'industrie (17,1%), l'électricité (15,9%), et les zones franches (9,1%). Quant à l'origine du flux d'investissement, en 2020 les principaux pays ayant augmenté leur part au sein des IDE totaux sont les États-Unis (45,20 % des IDE totaux), le Mexique (22,97 %), l'Espagne (10,61 %), la France (4,81 %) et le Canada (4,05 %).

Le renforcement de la sécurité juridique dans le pays reste cependant l'un des défis les plus importants. Au cours des derniers mois, le gouvernement a encouragé plusieurs initiatives visant à renforcer l'investissement. Le Centre pour l'exportation et l'investissement de la République dominicaine (ProDominicana) offre des conseils administratifs et juridiques gratuits et coordonne les demandes de permis gouvernementaux. Depuis son site web, il est désormais possible d'obtenir gratuitement l'enregistrement numérique des investissements directs étrangers.

6. Cuba

Sous l'impulsion de Raúl Castro, l'investissement étranger est passé de « mal nécessaire » à « fenêtre d'opportunités » sur la plus grande île des Antilles. Une nouvelle loi sur les investissements étrangers est ainsi entrée en vigueur en 2014 alors qu'en parallèle la zone spéciale de Développement de Mariel (à 45 km à l'ouest de La Havane), prévoyant des avantages fiscaux et douaniers pour les entreprises s'y installant, était créée.

Malgré cette volonté affichée des autorités d'attirer les investissements étrangers, ces derniers jouent encore un rôle limité dans le développement économique du pays. Les flux entrants sont estimés entre 600 et 1 000 M USD par an, selon *The Economist Intelligence Unit*, pour un objectif officiel de 2,5 Mds USD et sont concentrés dans les activités à haute intensité de main d'œuvre comme l'hôtellerie et les mines.

De nombreuses contraintes pèsent sur l'environnement des affaires. L'embargo américain, intensifié sous le mandat de Donald Trump, ainsi que la pandémie de COVID-19 et la crise de liquidités s'ajoutent à des blocages structurels internes, tels que le haut niveau de bureaucratisme du milieu des affaires.

Les réformes en cours, notamment le projet d'unification monétaire et cambiaire assurant une meilleure lisibilité de l'économie, pourraient améliorer la perception du marché cubain. Le desserrement attendu de l'embargo des États-Unis suite à l'élection du Président Biden se fait par ailleurs toujours attendre, la nouvelle administration ne considérant pas Cuba comme une priorité.

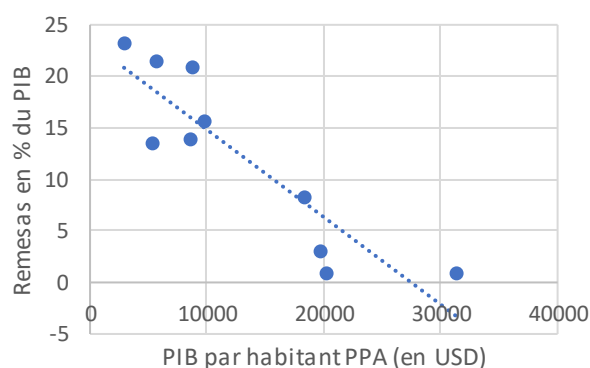
Etude régionale : Transferts de fonds des migrants, un phénomène qui prend de l'ampleur d'année en année.

Dans les pays en développement, les transferts de fonds des migrants ou « remesas » constituent une source externe de capitaux importante et qui prend une place croissante dans l'économie de ces pays. C'est notamment le cas des pays de la région Mexique, Amérique centrale et Caraïbes (MACC), qui ont reçu en 2020 près de 81 Mds USD de remesas. Les Etats-Unis constituent le premier pays d'envoi de ces fonds (84% des transferts), avec des sorties nettes à hauteur de 71 Mds USD en 2019. L'immigration aux Etats-Unis en provenance des pays de la région MACC a quant à elle connu une forte augmentation à partir des années 1980 en raison de la pauvreté persistante ainsi que des conflits armés et politiques dans la région.

Les pays de la zone MACC présentent une part élevée des transferts de fonds des migrants dans leur PIB (4,4% du PIB régional). Ainsi, les flux migratoires et les envois de fonds des migrants représentent une opportunité considérable pour stimuler la croissance et le développement économique dans les pays de la zone. La part des

transferts de fonds des migrants dans le PIB représente une fonction inverse du PIB par habitant : plus le PIB par habitant est bas, plus la part des remesas dans celui-ci est importante (graphique 1). Acosta, P. et al. (2007) montrent un impact positif des remesas dans la réduction de la pauvreté et des inégalités en Amérique latine car cette source de revenu additionnelle soutient la consommation des ménages. En outre, les régions les plus pauvres sont souvent les plus touchées par le phénomène d'émigration économique et les transferts de fonds ont dès lors pour effet de réduire les inégalités régionales.

Graphique 1: Correlation entre PIB par habitant et part des remesas dans le PIB



Source: 1 Pays de la zone Mexique, Amérique centrale et Caraïbes, Données de la Banque Mondiale.

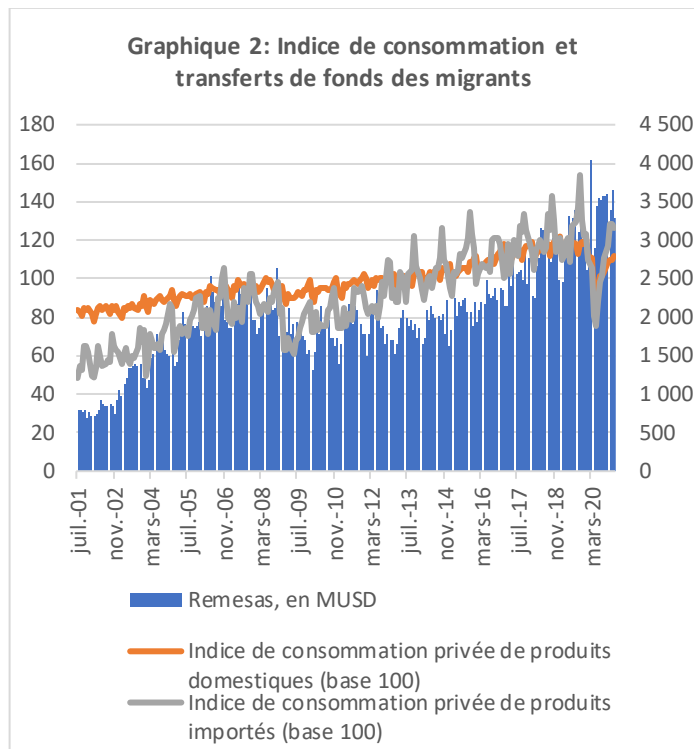
1. Mexique

Près de 95% des remesas reçues par le Mexique proviennent des Etats-Unis². Malgré un ralentissement des flux de migrants entre les deux pays depuis 2007, les Mexicains restent le plus important groupe de résidents étrangers aux

² Chiffres de la Banque centrale du Mexique (2021)

Etats-Unis (10,9 M de personnes en 2019³ soit 24% des résidents aux Etats-Unis nés à l'étranger). Cependant, cette population a enregistré une baisse de 7% entre 2010 et 2019 (-780 000 personnes) en raison du durcissement de la politique migratoire aux Etats-Unis. De plus, en 2019, on recense 4,9 M de Mexicains en situation irrégulière aux Etats-Unis et près de 25,4 M de personnes nées aux Etats-Unis d'origine mexicaine.

Le pays a néanmoins connu une forte hausse des flux de remesas au cours des cinq dernières années (+64% depuis 2015, exprimés en USD) du fait de la reprise économique aux Etats-Unis après la crise financière de 2008, de la baisse du chômage des latinos et de la dépréciation graduelle du peso mexicain entre 2014 et 2016 puis de nouveau en 2020. Les remesas sont ainsi devenues une source importante de revenus pour les ménages mexicains, ce qui a dynamisé la consommation privée, et plus particulièrement la consommation de produits importés (graphique 1). Aussi, au cours de la période 2014-2016, le déficit commercial a quasiment doublé (de 11 Mds USD à 21,3 Mds USD, soit de 1,1% du PIB à 2% du PIB). Cet effet découle notamment de la baisse des prix des matières premières et plus particulièrement de la baisse durable du prix du pétrole. Cependant, la hausse des flux des transferts de fonds au cours de cette période a renforcé la dégradation du déficit commercial, en stimulant la consommation privée de biens importés (graphique 2). En perspective, les flux de remesas couvriraient près de 10% des importations de biens mexicains en 2020. Au cours de la période 2014-2020, la croissance de l'indice de la consommation des produits importés a été plus forte (30,9%) que la croissance de l'indice de la consommation privée des produits domestiques (+17,3%) malgré une dépréciation du MXN face à l'USD de 44,3% au cours de cette période (graphique 2).



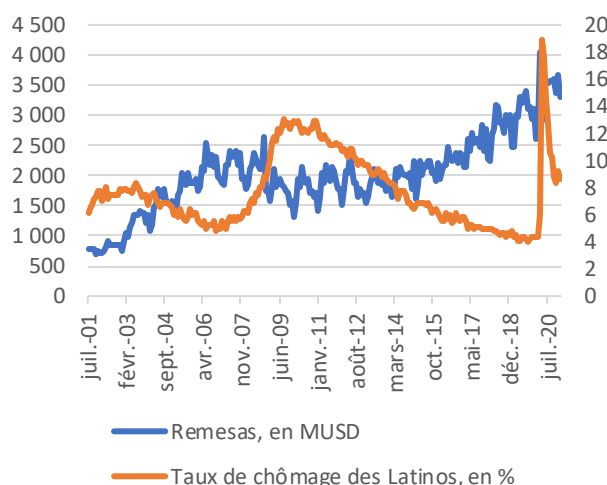
Source 2 : Banque centrale du Mexique

Les transferts de fonds des migrants au Mexique ont atteint 40,6 Mds USD en 2020, en hausse de 11,4% g.a et ce malgré la pandémie de COVID-19 (ce qui en fait le troisième pays récepteur au monde en valeur absolue derrière l'Inde et la Chine). Bien que la Banque mondiale prévoyait au début de la pandémie de COVID-19 un recul de l'ordre de 19,7% g.a des transferts des migrants dans la région latino-américaine pour l'année 2020, l'afflux de remesas a finalement connu une augmentation de 6 % g.a en 2020 pour atteindre 114 Mds USD, notamment grâce aux transferts en provenance des États-Unis, qui ont représenté 70 % du volume total. Le gouvernement des Etats-Unis a mis en place des mesures fortes de soutien budgétaire notamment auprès des ménages pour faire face à la crise engendrée par la pandémie du COVID-19 (3 400 Mds USD soit 16,2% du PIB américain) en 2020 et 1 900 Mds USD (soit 9% du PIB) en

³ Chiffres de l'US Census Bureau (2019)

2021. En raison des transferts directs aux ménages et des mesures de soutien aux entreprises, les conséquences de la crise sur le chômage et l'économie ont été moindres que lors de la récession de 2009. Le taux de chômage aux Etats-Unis des immigrés latino-américains est passé de 4 % en février 2020 à plus de 20 % en avril, puis est retombé à 7 % en novembre 2020. En comparaison, il était passé de 6 % début 2008 à 13 % en septembre 2009, et n'est passé sous le seuil de 10 % qu'en 2013. La croissance des transferts de fonds des migrants au Mexique s'explique notamment par la hausse du nombre de ressortissants mexicains à l'étranger qui envoient des fonds (moins de 70 % des migrants à près de 80 % en 2020⁴).

Graphique 3: Afflux de remesas au Mexique et chômage des Latinos aux Etats-Unis

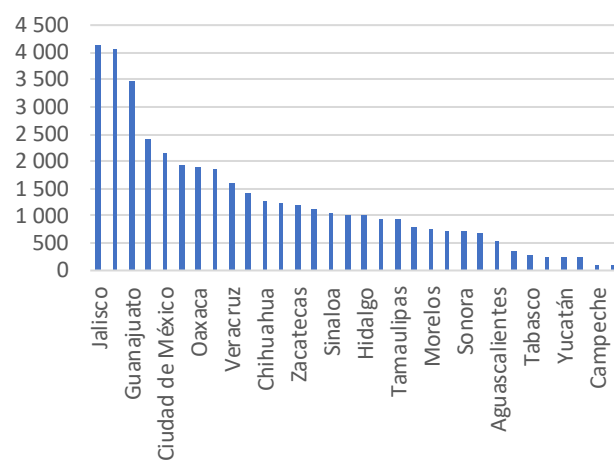


Source: 2: Banxico, US Bureau of Labor Statistics

L'effet des envois de fonds des migrants sur l'économie mexicaine a fait l'objet de nombreuses études. Selon les études empiriques, les transferts de fonds ont un effet positif sur la croissance économique du Mexique⁵. Ainsi, les résultats des estimations effectués pour les 32

entités fédératives du Mexique indiquent qu'une augmentation de 10% des transferts de fonds reçus augmenterait l'activité économique régionale de 3% à court terme et de 5,6% à long terme. L'étude montre également un effet positif de l'afflux de remesas sur le crédit privé, même s'il s'agit d'un effet de court terme.

Graphique 4: flux de remesas par Etat, en MUSD (2020)



Source: 3: Banxico

2. Amérique centrale

Les divergences en termes d'importance des remesas dans les économies centraméricaines sont significatives. De ce fait, les pays de la région peuvent être placés dans trois catégories suivant l'importance des flux de fonds des migrants dans l'économie. Cependant, la crise économique engendrée par la pandémie de COVID-19 a eu pour effet d'améliorer la balance commerciale des pays de la zone en 2020 (plus forte réduction des importations que des exportations en raison

⁴ Orozco, M. et Spanswick, J. (2021) "Global Flows of Family Remittances, Resilience for Families and Economies"

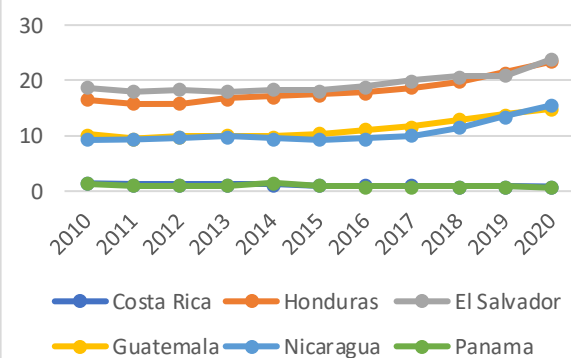
⁵ Cota, J.E.M et Preciado, V.H.T (2019)

de la résilience de la production manufacturière et des matières premières). L'analyse des transferts de fonds et de leur effet sur les autres variables macroéconomiques est donc plus pertinente pour les données de l'année 2019.

Le Honduras et le Salvador font tous deux partie de la première catégorie. En 2020 le poids des remesas sur le PIB a dépassé 20%, ce qui fait des transferts de fonds des migrants une variable de première importance dans la structuration de l'économie de ces pays. Ainsi, les deux pays affichent des balances commerciales fortement déficitaires (à -16% et -18% du PIB en 2019 pour le Honduras et le Salvador respectivement), ce qui peut être expliqué notamment par les flux de fonds des migrants qui soutiennent la consommation privée et maintiennent, dans le cas du Honduras, un taux de change réel surévalué qui affecte la compétitivité des exportations. Malgré une amélioration du déficit commercial depuis la crise financière mondiale de 2008 (lorsque le déficit commercial avait atteint plus de 25% du PIB pour les deux pays), le taux de change au Honduras reste cependant surévalué. Le Honduras a mis en œuvre un certain nombre de mesures depuis 2012 pour flexibiliser le taux de change vis-à-vis de l'USD et améliorer ainsi les termes de l'échange, avec pour résultat une dépréciation de 33% du HNL par rapport à l'USD entre 2012 et 2020. En revanche, la marge de manœuvre du Salvador est limitée par la dollarisation du pays. En termes de politique monétaire le Salvador se retrouve ainsi dépendant des décisions de la Réserve fédérale des États-Unis. En 2020 les flux de remesas ont connu une hausse de 4,8% g.a pour le Salvador (à 5,9 Mds USD soit 23% du PIB) et une hausse de 3,9% g.a pour le Honduras (à 5,7 Mds USD) illustrant la dynamique que connaissent ces transferts de fonds depuis le début de la pandémie et la dépendance du cycle économique dans ces pays à l'économie américaine.

La deuxième catégorie regroupe le Guatemala et le Nicaragua, deux pays avec un taux de remesas compris entre 14 et 15% en 2020. Ainsi, l'effet de l'afflux des transferts de fonds des migrants affecte également le déficit commercial des deux pays, qui a atteint -11,4% du PIB pour le Guatemala et 13,7% du PIB en 2019. Le quetzal guatémaltèque a connu une appréciation de l'ordre de 12,6% entre 2010 et 2018 vis-à-vis du dollar américain (taux de change officiellement flexible mais *de facto* importantes interventions de la Banque centrale guatémaltèque sur les marchés). Pour sa part le Nicaragua a vu le cordoba se déprécier de 48% vis-à-vis de l'USD au cours de la même période (en raison du régime de parité ajustable). Selon les données disponibles, près de 1,44 M de personnes d'origine guatémaltèque⁶ et près de 464 000 personnes d'origines nicaraguayenne⁷ résident aux États-Unis. En 2020 les flux de remesas ont connu une hausse de 10% g.a pour le Nicaragua (à 1,8 Mds USD) et une hausse de 7,9% g.a pour le Guatemala (à 11,3 Mds USD). Bien que 90 % des transferts de fonds reçus par le Guatemala proviennent des États-Unis, ce n'est pas le cas du Nicaragua, qui ne reçoit que 60 % des transferts de fonds des États-Unis (seul pays de la zone avec cette caractéristique). Les migrants résidant en Espagne et au Costa Rica représentent ainsi près de 28% des envois de fonds pour ce pays.

Graphique 5: Amérique centrale - transferts de fonds de migrants (% du PIB)



⁶ Données de l'American Community Survey de 2017

⁷ Données de l'American Community Survey de 2017

Source : 4 Banque Mondiale

Enfin, le Costa Rica et le Panama reçoivent tous deux des niveaux négligeables de transferts de fonds des migrants en termes absolus et relatifs. Depuis 2007 la part des envois de fonds des migrants est même en recul pour les deux pays. Ainsi, si en 2007 le poids relatif des remesas dans le PIB s'élevait à 2,3% pour le Costa Rica et à 1,7% pour le Panama, cette part ne cesse de décroître et a atteint 0,89% du PIB pour le Costa Rica et 0,87% du PIB pour le Panama en 2019. La pandémie de COVID-19 a renforcé cette tendance, avec une baisse de 3% g.a des transferts de fonds des migrants vers le Costa Rica et un recul de 39% g.a des envois vers le Panama en 2020.

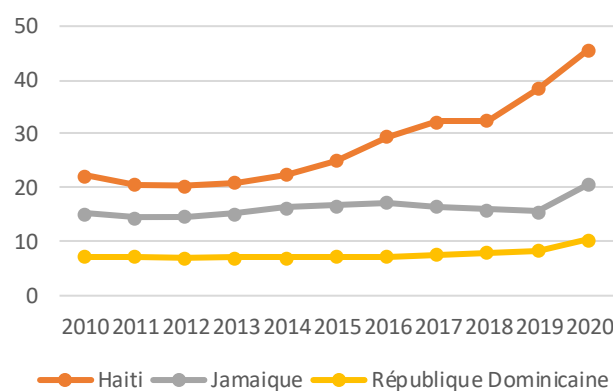
En 2020, les flux de transferts des migrants ont augmenté de 5,7% g.a pour les six pays d'Amérique centrale, jusqu'à atteindre 25,6 Mds USD. La croissance moyenne des transferts de fonds aux pays d'Amérique centrale s'explique en grande partie par l'augmentation des montants moyens envoyés et non par une hausse du nombre d'expéditeurs comme pour le Mexique. Ainsi, le Honduras et le Nicaragua ont enregistré une hausse de 11% g.a dans les montants moyens envoyés, alors que le Guatemala et le Salvador ont quant à eux connus une hausse plus modérée (de 6% et 5% respectivement)⁸.

3- Caraïbes

Les Caraïbes sont également confrontées au phénomène de l'émigration, qui a connu une accélération depuis les années 1990. Les migrants caribéens maintiennent également de forts liens avec leur pays d'origine, transférant des remesas conséquentes, qui représentaient en moyenne 7% du PIB régional en 2019. Depuis 2010, les transferts de fonds des migrants ont crû de 8,3% en moyenne dans la région. Ils ont été relativement stables dans le temps, notamment en lien avec une émigration en provenance des

Caraïbes largement diversifiée au niveau de ses destinations et se dirigeant vers des emplois plus qualifiés, limitant ainsi l'impact des crises économiques sur les transferts de fonds. Aussi, les envois de fonds des migrants dépassent largement les entrées d'IDE dans la zone.

Graphique 6: Caraïbes - transferts de fonds de migrants (% du PIB)



Source 6 : Banque Mondiale

En Haïti notamment, les transferts de fonds de migrants représentent 40% du PIB en 2020, et revêtent donc une importance cruciale pour l'économie du pays. A titre de comparaison, les transferts de fonds de migrants en Haïti représentaient 3,5 à 3,8 Mds USD en 2020, tandis que les exportations s'élevaient à 800 M USD sur la même période. Ils sont donc la principale source de devises pour le pays et pour soutenir la consommation des ménages.

En République Dominicaine, bien que plus modérés (8,1% du PIB), ces transferts tirent également la consommation privée. Ils ont néanmoins une importance différente dans la mesure où le pays dispose d'entrée de devises conséquentes via le tourisme et les exportations. Toutefois, ils sont en constante augmentation en République Dominicaine ces dernières années.

⁸ Orozco, M. (2021) Migración, Pandemia y Tendencias.

Enfin, en Jamaïque, ils représentaient 15,6% du PIB en 2019.

Dans la Caraïbe, les transferts proviennent majoritairement des Etats-Unis, de l'Espagne (23%) et de l'Italie (21%), selon une étude de la Banque Mondiale (2015). Néanmoins, la typologie a évolué dernièrement. Notamment, la part des transferts étasuniens vers la République Dominicaine est en constante augmentation avec 82,7% de transferts en provenance des Etats-Unis en 2020 contre 76,6% en 2019, tandis que ceux en provenance d'Espagne représentaient seulement 8% des transferts totaux en 2020 (vs 10% en 2019). Ceci s'explique notamment par le profil des migrants dominicains aux Etats-Unis qui occupent en général des positions d'indépendants ou réalisent des prestations de services de niveau intermédiaire et sont donc moins soumis aux fluctuations de revenus pendant les crises, contrairement aux Dominicains présents en Espagne par exemple.

Malgré la crise de COVID-19, ces transferts sont en progression de 16% en 2020 par rapport à l'année précédente en République Dominicaine. De même en Haïti, on assiste à une progression de l'ordre de 20% g.a. des transferts de fonds de migrants en 2020, selon les estimations de la CEPALC.

Toutefois, en ce qui concerne les autres pays de la région, majoritairement dépendants des transferts de fonds en provenance des Etats-Unis, la crise économique provoquée par la COVID-19 devrait diminuer le montant des transferts reçus. La Banque Mondiale estime que les envois de fonds de migrants devraient baisser de 8% environ en 2020 et 2021. En Jamaïque, les transferts monétaires des migrants devraient baisser de près de 20% sur l'année fiscale 2020/21. Par ailleurs, les transferts de fonds dans la Caraïbe demeurent coûteux, représentant approximativement 6% du transfert, ce qui demeure un enjeu majeur, selon un rapport de la Banque Mondiale (2021) (cf. graphique 4).

Les transferts financiers des Cubains de l'extérieur sont également une source clef de devises pour le pays. Ils représentent la deuxième entrée de devises du pays derrière les exportations de services médicaux, mais devant le tourisme. Ils sont indispensables tout particulièrement pour le financement du secteur privé, dont l'accès au crédit est limité, et des ménages. La dollarisation partielle de l'économie avec la vente de produits de première nécessité en Monnaie Librement Convertible (MLC-portefeuille de dix monnaies étrangères incluant principalement le dollar mais aussi l'euro) exacerbe l'importance des remesas dans la vie quotidienne des Cubains. Par ailleurs, la réunification monétaire mise en œuvre depuis le 1er janvier 2021 pourrait augmenter l'importance des remesas dans l'économie cubaine, puisqu'elle a entraîné une dévaluation importante du peso cubain qui augmentera mécaniquement la valeur des transferts en USD. Les transferts proviennent essentiellement des Etats-Unis (92% en 2019), et plus particulièrement de la Floride - lieu d'implantation privilégiée de la diaspora cubano-américaine (1,2 millions d'immigrés). Deux voies sont principalement empruntées : les « mules » passant la frontière pour ensuite distribuer sur l'île l'argent en liquide et les bureaux de Western Union.

Récemment, la recrudescence des sanctions américaines sur ce segment ainsi que la fermeture des frontières et la baisse de l'activité économique aux Etats-Unis liées à la pandémie de Covid-19 ont pesé sur ces transferts financiers. The Havana Consulting Group estime que les transferts financiers vers l'île atteindraient 2,35 Mds USD pour l'exercice 2020, contre 3,72 Mds USD en 2019, soit une baisse de 36,8%. En parallèle, les envois de marchandises par des proches depuis l'étranger auraient chuté de 79%, passant de 2,9 Mds USD à 619 MUSD. La fermeture des frontières aériennes entre Cuba et les Etats-Unis pendant près de sept mois en serait la principale raison. Si la réouverture de l'aéroport de la Havane le 15 novembre dernier s'est accompagnée de la réactivation partielle du canal des « mules » (nouvelles restrictions dès le

1er janvier), la fermeture par Western Union de ses bureaux sur l'île à partir du 23 novembre, en réaction aux récentes sanctions américaines, complique l'envoi de remesas aux familles cubaines. Western Union représenterait à lui seul un flux de transferts estimé entre 1 et 1,5 Md USD par an. La nouvelle administration américaine, n'ait pas encore revenu sur les principales restrictions mises en place sur ce sujet sous la présidence précédente, Cuba n'étant pas une priorité.

Commentaire : Depuis les années 1990, les pays de la zone Mexique, Amérique centrale et Caraïbe sont confrontés à une hausse des phénomènes d'émigration en tout premier lieu vers les Etats-Unis. En raison de leur attachement aux familles restées dans leur pays d'origine, les migrants continuent à transférer des fonds et pour certains pays de la région, ces flux représentent une partie majeure du PIB, ce qui a pour effet de soutenir la consommation privée, d'amortir les conséquences des crises économiques et d'assurer une source stable de financement externe. Cependant, les transferts des migrants ont également pour conséquence de surévaluer le taux de change et de détériorer la balance commerciale. La pandémie résultant du COVID-19 a, pour la plupart des pays, engendré un accroissement de ces transferts faisant mentir les premières prévisions établies par les grandes institutions multilatérales au début de la crise. Les remesas constituent ainsi une composante importante de la capacité de résilience des pays destinataires.

L'agriculture au Panama : un secteur marginal

La part de l'agriculture dans le PIB panaméen est historiquement faible.

En 2019, l'agriculture représentait 2,3% du PIB panaméen, contribution inférieure de près de 20% à ce qu'elle était en 2010. Cette situation est tout à fait singulière pour un pays d'Amérique

Centrale. A titre de comparaison, les PIB agricoles du Guatemala et du Salvador sont respectivement de 9,4% (2019) et de 5,8% (2019).

Compte tenu de la faiblesse relative de son agriculture, le Panama dépend à plus de 90% d'importations agricoles ou agro-alimentaires pour son approvisionnement alimentaire.

Par ailleurs, au Guatemala et au Salvador notamment, les grands groupes privés qui dominent l'économie sont quasiment tous originellement issus de l'agriculture (canne à sucre, production de bananes ou élevage laitier). Ses familles se sont ensuite diversifiées dans l'industrie et les services à compter des années 1950. Ce n'est, à l'évidence, pas le cas du Panama où les « dynasties » du secteur privé, à une exception près (la famille Varela, active dans la canne à sucre et la production de rhum), ont bâti leur fortune dans des activités de commerce ou de services financiers.

Toutefois, le secteur concentre l'essentiel des exportations panaméennes...

Le Panama est un pays faiblement exportateur : ses exportations, hors cuivre, atteignent péniblement les 700 MUSD annuels (alors que les importations nettes des réexportations se situent aux alentours de 14 Mds USD en 2019). Elles sont toutefois constituées à 65% des principales productions agricoles du pays, à savoir les fruits, le sucre, le bois, le café et la viande.

Et emploie une part relativement significative de la population.

En 2019, l'emploi agricole représentait 14,2% de la population active, soit un peu plus de 400 000 personnes. Ce ratio est bien moindre qu'au Guatemala (29% de la population active), qu'au Honduras (31% de la population active) ou qu'au Nicaragua (32% de la population active). Par ailleurs, l'agriculture est la principale source de revenus dans les régions les plus pauvres du Panama.

L'agriculture, au Panama, présente des taux de productivité réduits.

Le pays comptait 248 000 exploitations agricoles en 2019 (source : Minagri) dont 81,5% disposaient d'une surface agricole de moins de 10 hectares. L'agriculture panaméenne, peu intensive, se caractérise également par de faibles niveaux de productivité, notamment par rapport à ses voisins d'Amérique Centrale :

Produit	Riz	Sucre	Banane	Café	Tomate
Rentabilité moyenne Amérique centrale	46,3	914,4	540,9	9,3	397,9
Rentabilité moyenne Panama	33,4	756,5	382,7	4,5	297,3

En hectogramme par hectare. Source : FAO - 2018

L'approvisionnement alimentaire du pays repose sur les importations.

L'agriculture panaméenne est peu dynamique et faiblement productive. En conséquence, l'essentiel (plus de 90%) de l'approvisionnement du pays en produits agricoles repose sur des courants d'importation. Jusqu'au 1er juillet 2021, le contrôle et la gestion des importations de produits agricoles et agro-alimentaires relèvent de l'AUPSA (Autoridad Panameña de Seguridad de Alimentos), qui opère depuis une vingtaine d'années avec une réelle efficacité de l'avis même des principaux importateurs locaux. Toutefois, le gouvernement de Lorentino Cortizo, élu en juillet 2019, a souhaité mettre en place une politique de développement et de protection de l'agriculture locale. A cet effet, il a décidé la suppression de l'AUPSA (qui sera donc effective au 1er juillet prochain) et son remplacement par la Agencia Panameña de Alimentos (APA) qui œuvrera en coordination avec le Ministère de l'Agriculture et le Ministère

de la Santé s'agissant de la rénovation des permis d'importations des produits alimentaires ainsi que des approbations nouvelles.

Commentaires : De l'avis des importateurs panaméens de produits agricoles européens, le processus administratif inhérent aux autorisations de mise sur le marché devrait être singulièrement complexifié par l'intervention des Ministères de la Santé et de l'Agriculture dans les procédures et donc nettement plus lent.

Au-delà des seuls délais d'importation, il est à craindre, à compter du 1er juillet 2021, au moment où l'APA va débuter ses opérations, une certaine désorganisation de l'approvisionnement en produits alimentaires. Ce qui, après un an de pandémie et une nette détérioration de la situation des ménages, pourrait avoir des conséquences sur l'équilibre social et alimentaire du pays.

Les banques commerciales du CA-4 face à la pandémie

Les banques commerciales des pays du CA-4 ont joué un rôle majeur pendant la pandémie, soutenant notamment le tissu économique local et la population. Cette omniprésence a entraîné une concentration du secteur favorisant les grosses banques régionales portées par des grandes familles dont l'influence s'est étendue. Le Guatemala, première économie de la région, représentait le plus gros marché en 2020. La digitalisation du système bancaire et l'inclusion financière représentent les principaux défis de l'après Covid-19 pour combattre la pauvreté et favoriser le développement des PME, mais les banques restent pour le moment très conservatrices dans leur gestion du risque.

1. Des acteurs bancaires clés pesant dans l'économie de la région

Depuis 2017, la concentration des principaux groupes financiers du secteur bancaire s'est renforcée dans les pays du CA-4⁹. Néanmoins, les stratégies bancaires diffèrent : alors que l'expansion prévaut notamment pour la banque Promérica, seule banque présente dans les quatre pays, d'autres mettent en place des stratégies de rentabilité concentrées sur leur marché domestique. La part des actifs des principales banques sur les actifs nationaux totaux a connu une tendance haussière dans toute la zone de l'ordre de +1% à +3%. Seul Banco Industrial au Guatemala a connu une baisse de ses actifs totaux de 2% entre 2018 et 2019. Le jeu des fusions & acquisitions et des rachats de banques par des acteurs étrangers (notamment américains et colombiens) a entraîné une forte consolidation du secteur. De fait, la chercheuse Nadia Sussman estime qu'à eux seuls les 10 premiers groupes financiers d'Amérique centrale comptent pour 80% du PIB des pays¹⁰ de la région.

La capitalisation bancaire reste faible car les marchés boursiers en Amérique Centrale sont peu développés. Le Panama et le Costa Rica disposent des marchés les plus avancés (supérieur à 7,6 Mds USD). Néanmoins, Banco Industrial (GT) du groupe Bicapital Corp, G&T Continental (GT) du groupe financier du même nom et Banco Lafise (NI) sont présentes sur les marchés boursiers locaux. Pour autant, les banques dont la capitalisation boursière est la plus élevée restent des banques au capital international dont notamment les banques colombiennes BAC (issus de Banco de America, aujourd'hui au sein de Banco Aval), Davivienda et Bancolombia. Les banques locales restent pour leur part souvent aux mains des grandes familles

d'entrepreneurs de la région. Cette intrication capitalistique et d'influence des banques avec les grands groupes privés a dès lors permis à ces derniers de continuer à assurer leur financement fluide durant la pandémie.

La montée en puissance des grands acteurs bancaires régionaux passe aussi par l'inclusion financière et la digitalisation. La crise de la COVID-19 a accéléré la mise en place de stratégies de digitalisation des services bancaires. Les mesures de distanciation sociale entrées en vigueur depuis le début de la pandémie ont contraint les banques commerciales à accélérer la mise en place de plateformes numériques permettant aux clients de suivre leurs situations bancaires et d'effectuer des transferts. Deux exemples d'outils mis en place sont une application de réception de remesas « MoneyGram » par la Banque Ficohsa au Nicaragua et « App Super Amigo » par Banrural au Guatemala. Cette dernière a aussi lancé un partenariat avec les entreprises Tigo et Huawei appelé « credito Ya ! » qui vise à offrir un téléphone portable pour tout nouvel engagement de crédit. Parmi les stratégies bancaires développées à l'horizon 2025, la mise en place de services en ligne est prioritaire. G&T Continental développe au Guatemala une plateforme GTCAPP qui comptera à terme 150 fonctions parmi lesquelles le transfert d'argent, les virements bancaires au sein de la banque et la demande de prêt personnel. Au Salvador, Banco Agrícola, qui prône un objectif d'accès bancaire pour 70% de la population (contre 30% avant la crise sanitaire), lance une campagne d'investissement de 12 MUSD en 2021 afin de promouvoir l'inclusion digitale.

2. Les banques fortement sollicitées dans les stratégies gouvernementales de soutien à

⁹ CA-4 : Guatemala, El Salvador, Honduras, Nicaragua.

¹⁰ Cette estimation prend en compte les emplois dérivés induits par les secteurs industriels et manufacturiers dont

les familles sont les principales dirigeantes au Guatemala, El Salvador, Honduras, Nicaragua, Costa Rica et Panama.

la population pendant la crise sanitaire.

Les mesures nationales appliquées au secteur bancaire pendant la pandémie ont été hétérogènes. A partir de mars 2020, les banques commerciales mettent en place quatre mesures principales : ajustement des taux d'intérêt, reports des crédits, échelonnement du paiement des intérêts bancaires et suspension du paiement des échéances entre mars et mai 2020. Les modifications des termes et conditions des prêts ont notamment porté sur l'allongement de six mois du temps pour classer les prêts douteux dans les secteurs affectés par la crise économique, le rallongement des périodes de paiement des intérêts des prêts et des hypothèques, le refinancement des prêts des entreprises affectées par la crise et la réduction pondérée du risque enregistré pour les prêts octroyés au secteur touristique.

Pour El Salvador, la solidité du secteur bancaire a permis d'absorber les mesures d'aide voulues par l'Etat et participer à la relance économique du pays. L'Association bancaire salvadorienne (ABANSA) a confirmé que le système financier privé du pays est resté solide et devrait être en mesure de participer activement à la relance économique. Le niveau élevé des dépôts (14,6 Mds USD, août 2020) semble confirmer ces prévisions. La résilience du secteur bancaire salvadorien s'explique par la solidité des liquidités d'avant crise, la qualité des portefeuilles d'actifs et l'inclusion des normes techniques préconisées au niveau international. Les bons résultats des crédits sont cependant à relativiser par la baisse de 1,2% du nombre de prêts octroyés entre février et juin 2020. En février 2021, un certificat de dépôts négociables a été mis en place par la Banque centrale devant

permettre d'améliorer le rendement et de faciliter les transferts.

Au Guatemala, les mesures mises en place en 2020 ont pris fin en décembre, à l'exception de la déclaration des créances douteuses dont la durée a été allongée. Après une révision des actifs crédités (taux d'intérêt et versements) par la Surintendance des banques, celles-ci ont pu mettre en place des échelonnements des paiements qui s'appliquaient aux situations particulières des clients en suspendant le qualificatif d'impayé¹¹. Les modifications ont été réalisées suite aux sollicitations des débiteurs ou à l'initiative directe des entités propres et ne pouvaient pas engendrer des coûts additionnels pour les débiteurs.

Au Honduras, les autorités ont mis en place des reports de paiements qui ont été reconduits en juillet 2020 jusqu'à la fin de l'année civile¹². La Commission Nationale des Banques et Assurances (CNBS) laissait en revanche les banques définir la stratégie d'augmentation de la durée des paiements des créances douteuses. De plus, le prolongement des paiements pour les personnes atteintes de la COVID-19 a été mis en place jusqu'à fin juillet 2020. Ce prolongement des mesures devait être soumis à des conditions qui permettaient aux débiteurs de satisfaire le paiement des obligations, conformément aux nouveaux plans de paiements établis. La circulaire précise que les mesures établies « s'appliquent sans charges additionnelles pour les débiteurs (...) et n'affectent pas l'historique de leurs crédits ». Pour les cartes de crédit, les intérêts engendrés durant les premiers mois de la pandémie sont transposés proportionnellement au montant des paiements réalisés avant juillet 2020. A partir d'août 2020, le cours normal des échéances de paiement des obligations créditées aux débiteurs a repris.

¹¹ Qualificatif signalé dans l'article 27 bis du Règlement pour l'administration du risque de crédit

¹² Les institutions de supervision qui réalisent des opérations de crédit avaient jusqu'au 31 décembre 2020

pour formaliser les refinancements ou les réajustements des obligations de crédit des débiteurs percepteurs des précédents mécanismes de soutien fiscaux.

Le Nicaragua, déjà durement affecté par une crise politique et économique depuis 2018, a enregistré un fort recul du portefeuille des crédits des banques (5,1 Mds USD en mars 2018 contre 3,4 Mds USD en avril 2020). Face à la crise sanitaire, la Superintendance des banques a publié en juin 2020 une réglementation temporaire visant à flexibiliser les conditions appliquées aux crédits pour les débiteurs endettés. Cette mesure s'applique aux banques et aux institutions financières ayant octroyé des prêts à la consommation, des hypothèques pour des logements, des microcrédits, des crédits aux petites et moyennes entreprises ainsi qu'aux principaux secteurs productifs. En conséquence, le taux d'actif moyen des banques commerciales a chuté de 11,5% à 10,3%, du fait d'un niveau de liquidité élevé au sein des banques et une baisse des demandes de crédits. Au premier trimestre 2020, 24 succursales et établissements bancaires ont fermé, en lien avec la baisse de l'activité financière domestique.

3. L'accès aux crédits et microcrédit : l'un des principaux enjeux du secteur bancaire pour réduire la pauvreté

L'accès aux financements et autres produits bancaires pour les PME et les femmes constitue l'un des principaux axes de développement post Covid-19. Les annonces des prêts de la part des banques régionales pendant la pandémie ont visé en particulier le tissu entrepreneurial local, plus vulnérable. La banque salvadorienne Banco Agrícola a par exemple annoncé, avec le soutien de la Société Financière Internationale, branche dédiée au secteur privé de la Banque mondiale, 330 MUSD dédiés aux PME, aux projets verts et au logement durable. Des programmes de crédits spécifiques ont par ailleurs été mis en place pour promouvoir l'accès au financement d'entreprises dirigées par des femmes. Banco Agrícola a

annoncé octroyer 40 MUSD de prêts à destination des femmes en 2021 avec un objectif de 100 MUSD à l'horizon 2025. Ces propositions restent cependant à relativiser face au conservatisme historique du secteur dans la région. L'orthodoxie budgétaire, prévalant notamment au Guatemala, a pour conséquence une réticence des banques à augmenter leurs ratios de risques. Avant la crise sanitaire, seuls 10% des crédits étaient octroyés aux PME dans la région.

Depuis 15 ans, le développement de la microfinance constitue un levier de croissance pour les PME et entrepreneurs des pays du CA-4.

Au Salvador, pays dont les instituts de microfinance sont les plus développés de la région, la présence de centrales de risque, le rôle actif de la banque privée et la création d'une loi sur les institutions financières font partie des éléments ayant favorisé leur dynamisme. Au Honduras, plus d'un million de personnes ont souscrit à un micro-crédit auprès du système coopératif Elga. Au Guatemala existe une grande variété d'acteurs de la microfinance (coopératives d'épargne et de crédit, banques privées et organisations non gouvernementales) structurant le secteur. BanRural illustre l'action de banques commerciales dans l'octroi d'instruments de microfinance en profitant de sa présence dans les régions moins développées du pays. Les politiques de facilitation d'accès au secteur bancaire à travers les banques commerciales devraient à moyen terme concurrencer l'implantation des institutions de micro-crédit. En effet, selon le CEPAL¹³ une tendance marquée « vers l'individualisation du crédit et l'utilisation de garanties réelles comme mécanisme de remboursement des opérations créditées » émerge ces dernières années.

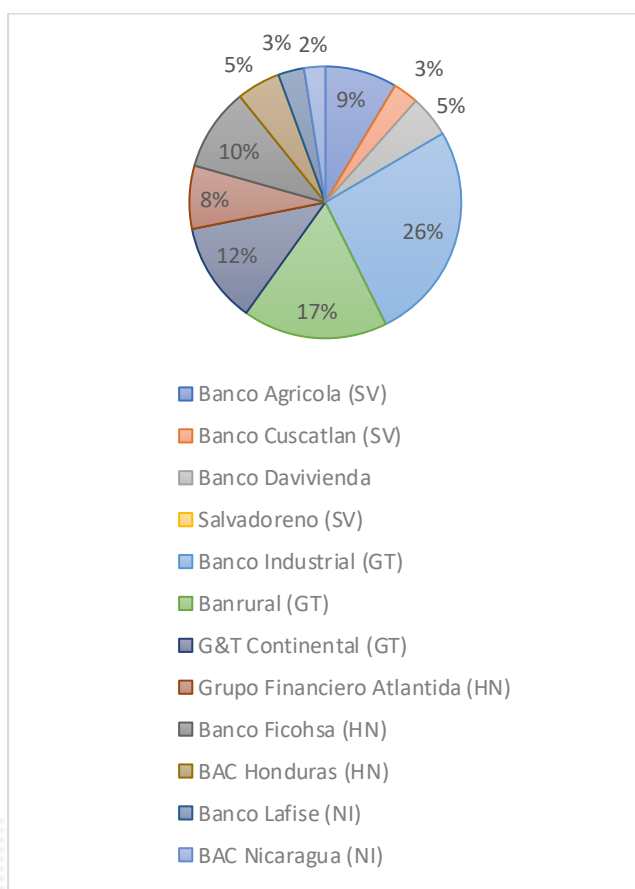
Le développement de la microfinance se heurte cependant à des taux d'intérêt encore trop peu attractifs de la part des acteurs. En effet, l'accès aux ressources financières traditionnelles pour les micros et petites entreprises représente des

¹³ Comisión Económica para América Latina y el Caribe

coûts supérieurs à ceux des grandes entreprises (intérêts moyens de l'ordre de 25% pour les Micro et PME contre 3% à 16% pour les grandes entreprises et ETI). Les crédits de microfinance affichent quant à eux des taux d'intérêt en moyenne supérieurs à 17% annuels, limitant leur attractivité. Ce mécanisme est cependant poussé par les acteurs de l'aide au développement notamment la CEPAL qui définit le microcrédit comme une « stratégie viable de lutte contre la pauvreté ».

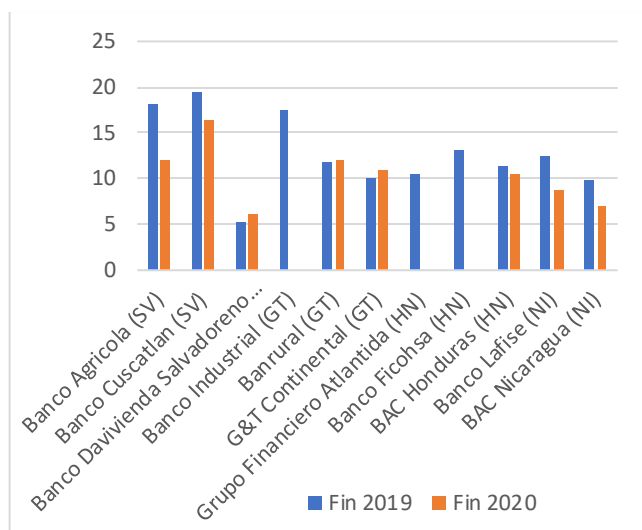
Annexes :

1- Part des actifs des banques présentes dans le CA-4 à fin 2019



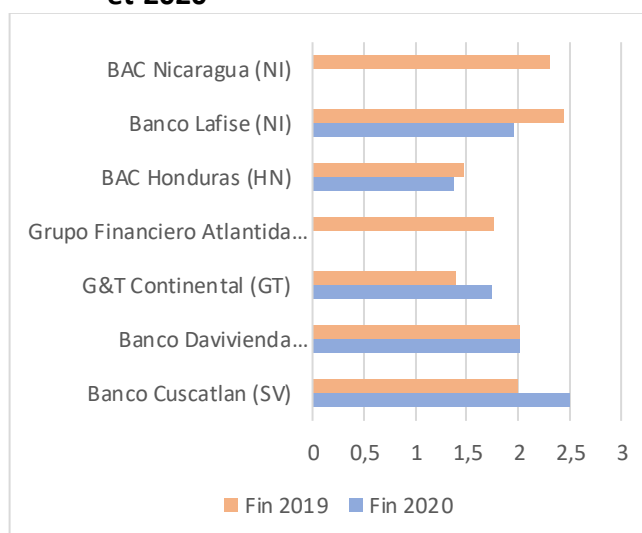
Sources : Rapports financiers et rapports annuels publiés par les banques.

2- Rendement des capitaux propres des principales banques régionales en 2019 et 2020



Sources : Rapports financiers et rapports annuels publiés par les banques.

3- Part des prêts non performants des principales banques régionales en 2019 et 2020



Sources : Rapports financiers et rapports annuels publiés par les banques.

Cuba : Stratégie d'expansion du secteur privé

Autorisé sur l'île depuis les années 1990, le **travail pour compte propre (TCP) compose l'essentiel du secteur non-étatique** en dehors de l'agriculture. S'il a connu un essor à partir de 2010, il demeure cependant embryonnaire. Fin 2020, l'île comptait plus de 600 000 entrepreneurs privés ou « *cuentapropistas* », soit 13 % de la population active, employés majoritairement dans des secteurs à faible valeur ajoutée en rapport avec le tourisme.

Dans le cadre de la « stratégie économique et sociale » définie en juillet 2020 et pour faire face à la crise économique actuelle, **le Conseil des ministres a approuvé le 5 février 2021 une mesure pour le perfectionnement du TCP.**

La législation cantonnait notamment jusqu'alors le travail pour compte-propre à une liste d'activités autorisées (127) fixée par l'Etat. **Elle sera remplacée par une liste de 124 activités interdites ou limitées, ouvrant de facto le travail pour compte-propre au reste des activités inscrites au CNAE (classificateur national des activités économiques), soit plus de 2 000 activités économiques. L'Etat se réserve encore cependant de nombreux secteurs considérés comme stratégiques :** sucre, tabac, santé, eau, électricité, hydrocarbures, mines, banque, presse, télécommunications ...

La réforme ouvre également la possibilité de mener plusieurs activités pour un même permis - la portée de la licence de travail pour compte-propre pouvant aller au-delà d'une seule activité. En parallèle, les démarches administratives pour l'obtention d'une licence de travailleur pour compte-propre seront assouplies et écourtées avec notamment **la mise en place d'un guichet**

unique. A l'exception des services de fret et de transports (dépendant du ministère des transports), les interlocuteurs des autoentrepreneurs seront les directions municipales du travail qui approuveront les projets présentés, **plaçant les municipalités au centre du processus.**

Annoncée dès juillet 2020 dans le cadre de la stratégie économique et sociale, cette réforme était attendue par les entrepreneurs mais également par les économistes. Alors que l'économie cubaine stagne depuis des années et que le PIB s'est contracté de 11% en 2020, **elle a le potentiel pour faire du TCP un véritable relais de croissance.** L'accès à de nouvelles activités, couplé à la réduction de la lenteur de la bureaucratie devrait, en théorie, permettre l'expansion du secteur privé qui a déjà prouvé par le passé son dynamisme et sa capacité d'adaptation malgré de nombreuses restrictions imposées.

Actuellement concentré dans les services (40% des licences), et tout particulièrement dans le tourisme, le travail pour compte-propre dépend grandement de ce secteur. La pandémie et ses conséquences pour les voyages internationaux se sont ainsi traduites par la chute de l'activité des *cuentapropistas* : plus de 250 000 d'entre eux ont suspendu temporairement leur licence. **La mesure porte ainsi les germes d'une diversification du tissu entrepreneurial privé,** source de meilleure soutenabilité pour le secteur.

Elle ouvre par exemple pour la première fois le secteur privé à la sphère de l'activité de transformation, notamment dans le secteur industriel. En dehors de l'agriculture, le secteur non-étatique pourrait ainsi contribuer à la restructuration de l'économie, notamment par le biais de la réactivation de certains pans de l'industrie en perte d'activités ces dernières années (textile, habit, cuir, papier...).

Enfin, elle représente **une source potentielle de création d'emploi indispensable** dans le cadre de la réforme monétaire en cours qui pourrait contraindre à une restructuration de certaines entreprises étatiques en situation de faillite, accompagnée de licenciements. Le secteur privé, s'il ne peut pas créer tout l'emploi nécessaire, servira de variable d'ajustement.

De mal nécessaire dans les années 1990, le **secteur privé est désormais considéré comme indispensable au développement économique de Cuba par les autorités**. L'élargissement théorique de son champ d'application confirme définitivement qu'il fait partie de la stratégie à long terme du gouvernement **sans pour autant remettre en cause la structure d'une économie centralisée et la primauté de l'Etat**. Au grand dam de certains observateurs, **l'Etat s'est ainsi gardé l'exclusivité sur les secteurs majeurs de l'économie et surtout des importations** - un acteur privé devant nécessairement passer par un intermédiaire étatique pour importer des produits. **L'expansion du travail pour compte-propre**, une avancée politique certaine, n'en reste pas moins **une réforme dont les effets seront relatifs à court terme**. D'une part, l'environnement actuel, notamment l'impact de la crise sanitaire, devrait enrayer le dynamisme du secteur, d'autre part d'autres réformes complémentaires seront nécessaires pour que la première prenne toute son envergure. La ratification par le conseil des Ministres début juin 2021 du principe d'autoriser la création de la figure juridique de la PME, dans le secteur public comme privé, pourrait constituer un nouveau pas dans ce sens.

La Semaine de France aura lieu à Saint-Domingue du 17 au 19 novembre 2021

La Semaine de France organisée par le réseau français en République dominicaine constitue une opportunité unique de réunir institutions et entreprises des deux pays dans une perspective de développement économique mutuel. L'économie dominicaine, marquée par une forte croissance, réunit des intérêts français toujours plus nombreux. L'édition 2021 dédiée à la ville durable visera à renforcer la relation bilatérale en identifiant de nouveaux projets. Une participation à haut niveau permettrait de maximiser le retentissement de cette manifestation biennale.

1. Une économie à forte croissance avec des intérêts français toujours plus nombreux

La plus forte croissance du continent américain en 2018 et 2019

Historiquement économie de canne à sucre, la République dominicaine a développé des capacités industrielles pour réduire les importations puis, à partir des années 1980, stimuler le **tourisme** et le **modèle de zones**

franches exportant vers les Etats-Unis. La croissance de la République dominicaine s'appuie principalement sur **consommation privée** et **l'investissement**, à rebours de la tendance régionale. En termes sectoriels, les services assurent la majorité de la croissance et représentent 60 % du PIB. **Le FMI estime la croissance potentielle du pays à 5 % par an. Le PIB par habitant a doublé depuis 2005**, avec une accélération depuis 2013. Dans la région Amérique latine et Caraïbe, seul le Panama affiche de meilleurs résultats depuis 2000. **Les zones franches orientées aux trois quarts vers les Etats-Unis représentent plus de la moitié des exportations dominicaines.** Elles exportent principalement des instruments médicaux, des appareils et matériels électriques, des vêtements et des tabacs manufacturés. L'autre secteur en croissance concerne les minerais, suite à la **relance de la prospection aurifère** au début des années 2010.

Les entreprises françaises de plus en plus présentes dans le pays

Une **trentaine d'entreprises françaises** établies dans le pays emploient près de 10 000 personnes dans les secteurs des transports, de l'industrie, de l'énergie, de l'eau et des services. La plupart **sont arrivées sur les quinze dernières années.** Parmi ces nouveaux entrants, plusieurs jouent un rôle prépondérant : Alstom, Thalès (métro), Air Liquide, Altice (deuxième opérateur télécoms), Teleperformance (premier centre d'appels), JCDcaux, Total (premier distributeur de carburants), Vinci Airports (concessionnaire des aéroports publics), Poma (téléphérique urbain). Quelques entreprises présentes depuis plus longtemps se développent encore : groupe Bernard Hayot (franchises Carrefour et Yves Rocher), Pernod-Ricard. Akuo Energy (exploitant déjà un parc éolien de 50 MW), Urbasolar et Total Eren se positionnent sur de nouveaux projets solaires. **Le stock d'IDE d'entreprises françaises s'élève à près de 700 M EUR fin 2019.** Parmi les **grands projets d'infrastructures intéressants les entreprises françaises** figurent la **deuxième ligne du téléphérique**, l'extension du **métro 2A vers**

l'Ouest, ainsi que le projet de développement de Pedernales au Sud-Ouest du pays.

La République dominicaine est le premier partenaire commercial caribéen de la France

Les échanges commerciaux entre les deux pays atteignent 298 M EUR en 2019, dont 124 M EUR d'exportations françaises et 174 M EUR d'importations vers la France. Malgré un déficit commercial de 50 M EUR, la République dominicaine est le **seul pays caraïbéen à avoir une relation commerciale équilibrée** avec la France (à la fois fournisseur et client), alors même qu'il s'agit d'un **pays importateur net** (-9,1 Mds USD). La France **exporte des équipements médicaux, des préparations pharmaceutiques, des produits laitiers, fromages et vins, des véhicules automobiles**, des produits sidérurgiques de base, ainsi que des produits de toilette. La France importe des fruits tropicaux, des équipements médicaux, du cacao, des chaussures et des légumes.

La France est le premier financeur bilatéral du gouvernement dominicain

Fin février 2021, la France dispose de créances à hauteur de **816 M USD, dont 734,5 M USD au titre de l'AFD.** Ces financements portent en priorité sur le **transport urbain** (métro, téléphérique, plan de mobilité, réformes sectorielles), **l'assainissement, l'agroforesterie et la gestion de bassin versant, et la santé.**

2. Une Semaine de France pour valoriser les contrats existants, ainsi que les projets de contrats

Une Semaine de France en format hybride du 17 au 19 novembre à Saint-Domingue

La Semaine de France en République dominicaine a été **créée en 2012** à Casa de Campo (La Romana) à l'occasion des 25 ans de la

chambre de commerce et d'industrie franco-dominicaine (CCIFD) autour d'un forum d'affaires franco-dominicain. Les éditions suivantes ont eu lieu en 2014 à la Bibliothèque nationale et en 2016 à l'hôtel Lina Barcelo (tous deux à Saint-Domingue). Le projet d'organiser une nouvelle édition de la Semaine de France en 2020 avait été contrecarré par la pandémie de COVID-19. Cette **nouvelle édition prévue du 17 au 19 novembre 2021** doit s'inscrire dans une **nouvelle normalité avec un volet numérique** pour être suivie par le plus grand nombre. Cela étant, la progression de la vaccination permettrait de tenir un évènement dans un espace clos dans le respect de règles sanitaires.

Une thématique Ville Durable déclinée sous tous ses aspects

Le choix de la **thématique « ville durable »** s'est imposé en raison des intérêts français ainsi que des projets dominicains dans ce domaine. La première journée sera consacrée à la **séquence politique et institutionnelle** (inauguration, échanges sur les politiques publiques et réseaux Ville Durable), puis à un **déjeuner d'affaires** et à des **rencontres entre entreprises françaises et dominicaines**. La deuxième journée comprendra un **atelier transport-mobilité coordonné par l'AFD**, ainsi que des ateliers dédiés à la transition énergétique, à la finance verte, à l'eau et la ville intelligente. La troisième journée sera consacrée aux **activités éducatives et culturelles**. Durant cette semaine de France, la grande distribution sera incitée à promouvoir les produits français et un marché en plein air sera mis en place.

Le comité d'organisation réunit tout le réseau français

Le comité de coordination de la Semaine de France comprend le **comité directeur de la CCIFD, l'Ambassade** (chancellerie, SE, SCAC), les **conseillers du commerce extérieur de la France** (CCEF), le **groupe AFD** ainsi que **l'alliance française** et le **lycée français**. Dans la préparation des différents ateliers, il est prévu de **combiner présentation du cadre dominicain, promotion**

des réalisations françaises et échange sur les solutions techniques. Le contact est établi progressivement avec les autorités dominicaines et les fédérations d'entreprises.

Une opportunité unique pour appuyer les projets des entreprises françaises dans le pays

Il est prévu de **mobiliser particulièrement la communauté des affaires française** de trois aires géographiques (la métropole, les Antilles françaises et l'Amérique centrale, principalement Mexique, Panama et Colombie). Un **déplacement ministériel** permettrait de **valoriser au maximum** une manifestation qui sera ouverte par le **président de la République dominicaine Luis Abinader**. Un ministre pourrait être accompagné de **délégations administratives de haut niveau** (DGTrésor, MTES, AFD) et **d'affaires** (en associant CCIFD, Business France, CCEF, France Ville Durable et MEDEF).

Focus Statistique

MEXIQUE		AMÉRIQUE CENTRALE						CARAÏBES			
		Guatemala	Panama	Costa Rica	El Salvador	Honduras	Nicaragua	Rep. Dom.	Haïti	Jamaïque	Trinité et Tobago
INDICATEURS INTERNES											
PIB Nominal (Mds USD 2019)	1 258	76,7	66,8	62,1	27,0	24,9	12,5	89,0	8,7	15,8	24,1
PIB / habitant (USD en 2019)	9 862	4 354	15 834	12 243	4 186	2 550	1 920	8 595	772	5 826	17 276
Croissance du PIB...											
...2019 (e)	-0,3 %	3,8 %	3,0 %	2,0 %	2,4 %	2,7 %	-3,9 %	5,1 %	-1,2 %	0,9 %	0 %
...2020 (p)	-8,9 %	-2,0 %	-8,9 %	-5,4 %	-9,0 %	-6,6 %	-5,5 %	-6,0 %	-4,0 %	-8,6 %	-5,6 %
Inflation moyenne (2019)	3,6 %	3,7 %	-0,4 %	2,1 %	0,1 %	4,4 %	5,4 %	1,8 %	17,3 %	3,9 %	1,0 %
Taux de chômage moyen (2019)	3,5 %	-	7,1 %	12,4 %	6,7 %	4,1 %	6,1 %	6,2 %	-	7,7 %	-
Solde Budgétaire (2019) (Total ; Primaire)	-2,3 % ; 1,3 %	-2,2 % ; -0,6 %	- 3,1 % ; -1,5 %	- 7,0 % ; -2,8 %	-3,0 % ; 0,6 %	0,1 % ; 0,9 %	-0,5 % ; 0,8 %	- 2,2 % ; 0,6 %	- 2,3 % ; -1,8 %	0,9 % ; 3,6 %	-3,7 % ; -1,3 %
Dette Publique (% du PIB) (2019)	53,7 %	26,6 %	41,0 %	58,4 %	69,4 %	40,3 %	42,1 %	53,8 %	47,7 %	93,9 %	45,1 %
INDICATEURS EXTERNES											
Exportations FR (MEUR)											
...2019	3 668	67	577	70	31,3	35	9,5	124	44	23	31
...2018	3 275	58	457	57	208	18	9,4	119	51	29	29
...2017	3 384	54	332	60	23	22	10	150	52	49	32
Solde bilatéral pour la France											
2019	1 379 M€	14 M€	563 M€	-164 M€	19 M€	-65 M€	-48 M€	-51 M€	31 M€	2 M€	-171 M€

Notes : * Les données sont issues de la base de données du rapport *Perspectives de l'économie mondiale* d'octobre 2020 du Fonds Monétaire International et de données issues des douanes françaises.

* Les données concernant le Gouvernement (dette et situation budgétaire) concernent le Gouvernement central, à l'exclusion des entreprises publiques.

* Pour le Mexique, les chiffres pour la dette (53,7 %) et le solde budgétaire primaire (1,3 %) indiqués sont ceux retenus par le FMI afin de conserver l'homogénéité et la comparabilité avec les autres économies présentées. L'estimation diffère du calcul du Ministère des Finances mexicain (45,8 % pour la dette publique et 1,1 % pour le solde budgétaire primaire).

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international



**MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Responsable de la publication : Service économique régional de Mexico

Rédacteurs :

SE du Guatemala, SE du Panama, SE de Saint-Domingue, SE de la Havane

Pour s'abonner : <https://www.linkedin.com/company/economico-embajada-francia-en-cdmx/>